



## Majorité municipale

### L'opposition s'agite, la majorité agit

La majorité municipale a agi, dès le mois de mars, pour engager le territoire sur le chemin de la relance économique. La situation de l'économie et la santé des entreprises ont été, très vite, au cœur des préoccupations des élus. Sur notre territoire, comme partout dans le monde, l'activité économique et l'emploi ont été fortement impactés par la pandémie de Covid-19. Face à cette crise d'une ampleur inédite, nous avons décidé de prendre des mesures concrètes et immédiates de soutien à l'activité.

Une cellule de crise a été mise en place dès le 17 mars, avec un volet économique majeur. Certaines activités se trouvaient en effet dans une situation extrêmement fragile.

#### Un million d'euros pour les entreprises et les commerces

Aides à l'investissement, soutien aux projets innovants, nous avons agi sur tous les leviers possibles. Près de 110 000€ ont été versés aux entreprises sous forme de prêt à taux zéro. Les loyers des entreprises hébergées dans des bâtiments publics ont été suspendus. Les allègements fiscaux (suppressions des droits de terrasse, abattements de la TLPE, baisse de la redevance spéciale pour la collecte des déchets) ont représenté plus de 400 000€.

L'opération "bons d'achats" en faveur des commerces du cœur de ville a été financée à hauteur de 300 000€. Nous restons convaincus que les collectivités doivent prendre leur part dans le redémarrage de l'activité et que les élus doivent mettre leurs actes en cohérence avec leurs discours. De l'aveu même des commerçants du cœur de ville, cette opération a été une réussite, avec un vrai effet levier en faveur de l'activité.

Au total, un million d'euros a été investi pour préserver l'activité économique et commerciale et pour soutenir l'emploi de notre territoire.

#### Intérêt général ou postures politiciennes

L'opposition PS – PC – Front de Gauche a cru bon de voter contre ce soutien apporté au cœur de ville et à ses commerçants. Curieuse posture de la part d'élus qui demandent, par ailleurs, toujours davantage de redistribution des richesses, davantage de soutien à l'emploi, davantage pour le centre-ville. Que n'auraient-ils dit si nous n'avions rien fait ? Comment peut-on défendre les « landissimes », opération du Conseil départemental consistant en des bons d'achat en faveur du tourisme, et être opposé à leur déclinaison montoise en faveur du commerce de centre-ville ?

La vertu de la cohérence n'est manifestement pas partagée sur les tous les bancs !

#### Priorité au cœur de ville

Le renouveau du cœur de ville reste la priorité absolue des élus de la majorité. Un centre ville dynamique et attractif bénéficie à toute la ville et à toute l'agglomération. C'est là une condition indispensable à la qualité de vie de chacun, et au développement harmonieux et équilibré du territoire. C'est la raison pour laquelle de nombreuses actions sont déployées : réfection des rues, installation de nouveau mobilier urbain, actions en faveur de la propreté, étude sur la végétalisation, renforcement de la vidéoprotection et de la tranquillité publique, développement du marketing territorial...

La ville et l'agglomération ont choisi de se donner les moyens de leur ambition, en prenant, lorsque c'est nécessaire, des mesures politiques, économiques et financières très fortes : soutien au commerce, campagne de ravalement de façades, moratoire sur le développement de nouvelles surfaces commerciales en périphérie, acquisition d'immeubles...

Sur ce sujet comme sur d'autres, il importe d'être cohérent avec soi-même.

**100% pour les Montois** - Charles DAYOT, Hervé BAYARD, Marie-Christine BOURDIEU, Farid HEBA, Nathalie GAAS, Gilles CHAUVIN, Pascale HAURIE, Philippe DE MARNIX, Catherine PICQUET, Christophe HOURCADE, Marie-Pierre GAZO, Marie-Christine HARAMBAT, Pierre MERLET-BONNAN, Geneviève DARRIEUSSECQ, Jean-Jacques GOURDON, Hicham LAMSIKA, Claudie BREQUE, Eliane DARTEYRON, Jean-Marie BATBY, Marina BANCON, Mathieu ARA, Chantal PLANCHENAU, Bruno ROUFFIAT, Jeanine LAMAISON, Mathis CAPDEVILLE, Delphine LEBLANC, Philippe EYRAUD, Nathalie GARCIA

## Opposition municipale

### Des choix dangereux ...

La rentrée 2020/2021 est marquée par les dégâts causés par les fortes précipitations à l'école du Centre. Cet événement nous choque dans la mesure où, dès le mois de juillet, nous avons interpellé en conseil municipal Monsieur Dayot sur la vétusté de certains groupes scolaires.

Ces dégâts sont caractéristiques du manque d'entretien de certaines écoles, en grande partie dû au transfert précipité de la compétence scolaire et au manque de moyens alloués. La réponse méprisante qui avait été celle de l'exécutif quant à nos questionnements sur ce manque d'entretien concernant les écoles de l'agglomération a été rattrapée par la réalité de cette situation pourtant connue et relevée par notre groupe.

Enfin, lors du dernier conseil communautaire, la majorité de Monsieur Dayot, élu Président grâce à une minorité de votes et une tentative de putsch ratée au sein de sa famille politique, a décidé de hausser les impôts "entreprise" sur le territoire intercommunal. Nous regrettons l'absence totale d'information sur le sujet car nous considérons qu'en cette période de Covid 19 et à l'heure où 25 à 30 % des entreprises landaises sont en grande difficulté (chiffres fournis lors d'un point économique réalisé par la Chambre de Commerce et d'Industrie des Landes), cette hausse de la Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM) ainsi que de l'impôt foncier sur les entreprises est un très mauvais signal et même une grave erreur politique. Cette hausse de fiscalité représente 350 000€.

A quoi bon distribuer 300 000€ en bons d'achats pour activer la relance économique pour ensuite hausser la fiscalité de 350 000€ trois semaines après la fin de l'opération ?

Du côté des entreprises, le résultat est négatif ; côté collectivités, en revanche, le résultat est positif... Cela permettra de réduire les déficits creusés par 12 ans de gestion hasardeuse de nos collectivités (Commune et Agglomération).

L'amateurisme et la navigation à vue restent leur credo, attention à l'avis de tempête.

### Mairie, Agglomération : il manque les habitants

Être élu.e est une responsabilité accordée par les électeurs un jour de vote, mais elle nous engage pour toute la durée du mandat. L'élu.e se doit de rendre des comptes devant l'ensemble de la population sur ses décisions et ses actions.

La politique n'est pas un gros mot. Elle dépasse les individus pour penser la société et lui offrir des perspectives. Seulement, dans la pratique, certaines personnes la pervertissent pour ne servir que des intérêts particuliers ou satisfaire des égos.

Marsan citoyen, comme beaucoup, considère que pour être efficace et pertinente, la politique doit se voir appropriée par la population.

Le conseil municipal de septembre a donné lieu à deux plaidoyers sur les actions de la majorité en faveur de l'écologie. Sans remettre en question l'ensemble de ces actions, elles nous paraissent au moins aussi insuffisantes que celles en faveur des solidarités. Et leur plus grand défaut reste le manque de construction avec les Montois. La verticalité demeure la pratique habituelle. Elle est plus rapide, mais elle isole le décideur.

Deux exemples sont révélateurs. Le premier est que la grande majorité des élus montois a accordé au Maire, à sa demande, le pouvoir de prendre des décisions sans les soumettre au conseil municipal, "dans un souci de rapidité". C'est le rôle de l'élu qui est en partie vidé de sa substance.

Le second concerne l'Agglomération : toute communauté de communes de plus de 50 000 habitants doit constituer une *Conseil de développement* (Article L5211-10-1 du CGCT) composé de citoyens du territoire qui ont un rôle consultatif et d'information sur les projets proposés par les élus. Notre agglomération de 53 177 habitants n'a toujours pas installé cet outil, alors qu'il est obligatoire et pourrait être un premier pas vers une véritable démocratie.

L'élu et le citoyen doivent être réaffirmés dans leurs responsabilités réciproques. La politique exige plus de transparence, plus d'échanges avec la population. C'est la volonté de *Marsan citoyen*.